

Pour un mouvement étudiant fort,

unissons-nous dans l'ANEQ

indépendante et démocratique !

PROGRAMME POUR LE POSTE

DE

TRESORIERE DE L'ANEQ

Congrès spécial de l'ANEQ

4, 5, 6 novembre 1983

Cégep de Limoilou, Québec

Depuis plusieurs mois, la campagne d'unification du mouvement étudiant a permis de susciter, surtout au niveau local, la participation et l'implication de nouvelles militantes et de nouveaux militants qui se sont sentis concernées-s par la nécessité de faire progresser l'unité du plus grand nombre d'associations étudiantes.

Selon moi, il ne serait que normal, que ce mouvement débouche sur l'implication au niveau national de ces nouvelles-aux militantes-s. Ce serait la démonstration indispensable du dynamisme et de la force d'attraction actuels de l'ANEQ. Ce qui implique que ces militantes-s puissent soumettre à l'ANEQ leur expérience, même limitée, et surtout le travail qu'elles-ils ont mené concernant les enjeux actuels dans l'éducation, l'unité, les attaques gouvernementales, l'organisation d'une riposte, etc.

Dans mon cas, si je sou mets ma candidature au poste de trésorière de l'ANEQ, c'est sur la base d'une certaine expérience locale, et d'un travail soutenu depuis plusieurs mois, principalement depuis le mois de juin dernier, et ce à partir des enjeux et des perspectives présentés par l'ANEQ. Mon programme est contenu dans ce que je pense, dans ce que j'ai accompli. Les positions que je défendrais éventuellement à l'ANEQ sont celles que j'ai mises en pratique depuis que je milite

J'ai commencé à m'impliquer et à militer à Limoilou à partir du Congrès d'Orientation de 1981 de l'AGECL. Par la suite, j'ai eu l'occasion de coordonner le Congrès de 1983, en m'y occupant plus pré-

cisement des finances. A Limoilou j'ai été, et je suis toujours membre du journal le Granule, qui vient d'adhérer à la Presse Etudiante du Québec, de la Radio Etudiante ainsi que de la Télévision Etudiante.

J'ai été élue à l'exécutif de l'AGECL en mai 1983, suite à la grève des enseignantes-s et de la lutte sur la semaine de lecture, au poste de Secrétaire à l'Information. J'ai été réélue à ce poste en septembre dernier.

J'ai participé pour l'AGECL à la Commission Parlementaire sur la loi 32 où, avec l'ANEQ et des associations non-membres, nous avons présenté notre rejet total de cette loi. C'est principalement depuis ce temps que j'ai pris en main à l'AGECL l'étude des dossiers liés aux problèmes étudiants, au PREC, à la loi 32 et à la reconnaissance. Il faut dire qu'à Limoilou nous avons du subir une attaque de la part de la direction du Collège qui nous a imposé, avant même la loi 32, un référendum déguisé, sur la cotisation, en nous obligeant à recueillir au moins 25% de la partie "volontaire" de la cotisation, comme condition pour l'obtention de la totalité de la cotisation. Cette situation, parallèlement à la loi 32, a permis de préciser à Limoilou les enjeux au sujet de la défense et de la reconnaissance des associations étudiantes.

A partir de la Session de Formation Politique de l'ANEQ tenue à Victoriaville au début de septembre, j'ai travaillé à ce que le Congrès Spécial des 4, 5 et 6 novembre se tienne au CEGEP de Limoilou et que les militantes-s de l'AGECL participent pleinement à son orga-

nisation. Pour moi la campagne d'adhésion et les perspectives qu'elle permet de faire naître sont ce qui importe en premier lieu pour le mouvement étudiant à l'heure actuelle. Pour cette raison j'ai tenu à faire de l'information et de l'activation à l'extérieur du CEGEP de Limoilou, soit à Ste-Foy, à F.X.-Garneau et au CEGEP Edouard-Montpetit où j'ai participé avec des militantes-s de l'ANEQ à une diffusion massive.

Face aux politiques de récupération et d'encadrement du P.Q., j'ai fait en sorte que les mots d'ordre de l'ANEQ et du RAJ pour la grève du 15 novembre soient repris à Limoilou. Les politiques anti-jeunes du P.Q. (\$149.00 par mois pour les jeunes assistés sociaux, l'endettement causé par le Régime des Prêts et Bourses, le chômage, l'accessibilité à l'éducation non-respectée, etc.) sont des mesures qui doivent être dénoncées de manière concrète auprès des étudiantes-s, mais aussi de toutes les personnes susceptibles d'être touchées par elles (les jeunes, les travailleuses-eurs, etc.).

Les associations étudiantes ne peuvent rester isolées. Elles ont besoin de se renforcer, localement et nationalement, et de se regrouper pour avoir la force nécessaire pour riposter aux attaques sans précédent que subit le mouvement étudiant. Pour cette raison je défends l'adhésion à l'ANEQ dans mon CEGEP, mais aussi comme perspective générale d'unification. Ce qui ne veut pas dire que j'ai personnellement, ni mon association, apprécié tout le travail qu'a fait l'ANEQ ces dernières années. L'AGECL a par le passé reproché à l'ANEQ un manque de coordination dans la lutte contre le PREC, et s'était retirée de l'ANEQ sur cette base.

A partir de 1981, j'ai eu l'occasion d'être déléguée à l'externe pour l'exécutif de l'AGECL et j'ai commencé à assister à certaines réunions régionales et nationales. Pendant les événements du Front Commun, Limoilou a pris l'initiative d'organiser des Conseils Régionaux à Québec avec les CEGEPs et les polyvalentes. Je pense que l'on doit à tout prix répéter ce genre d'initiatives si on ne veut pas laisser une région entière aux mains de ceux qui prônent l'inertie.

Venant de Québec, et ayant vue la FAECQ agir au CEGEP Edouard-Montpetit, je considère cette association nationale comme étant anti-démocratique et prônant l'inertie totale. La FAECQ se dit apolitique mais elle appuie la loi 32 et les politiques du P.Q. Elle bloque les revendications et le mouvement des étudiantes-s. La FAECQ a des contacts trop étroit avec le gouvernement pour pouvoir agir conformément aux intérêts des étudiantes-s.

L'AGECL a participé au RVSNEQ dès ses débuts. Pour nous le Regroupement répondait à une volonté de coordination des associations non-membres, afin qu'elles ne restent pas isolées chacune de leur côté. Les problèmes étudiants sont des problèmes nationaux, l'organisation doit l'être également sinon nos revendications ne se rendront jamais au gouvernement:

Aux revendications du mouvement étudiant, je considère que l'on doit toujours lier les revendications féministes. Pour les étudiantes comme pour toutes les femmes, le féminisme doit être posé dans son contexte politique, lié aux revendications concrètes. Concernant la stratégie et les positions à élaborer, je pense qu'il appartient

d'abord aux femmes entre elles, au caucus femmes ou au Comité Femmes à y réfléchir, à les penser et les élaborer.

En terminant, je tiens à dire que sans avoir derrière moi l'expérience spécifique d'un poste de trésorière, je me considère tout à fait en mesure d'accomplir cette tâche à l'ANEQ. Pour moi un exécutif doit fonctionner sur une base collégiale, avec un partage égalitaire des tâches, et non par le cantonnement de chacune et de chacun à son petit boulot.

Je suis présentement étudiante en fin de DEC en histoire. Je n'appartiens à aucune organisation politique.

Mona Gravel

CEGEP de Limoilou